

1er. - 16 févr
1998

n° 87

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS

The Worldwide Transportation Network

5 ans
sur le terrain ...

Tel/fax + 855. 23. 723. 464
Ctc : Christophe LEFEBVRE

• *Le Tigre ...
et la Colombe*

I l y a des dossiers qui progressent :

Les 11 membres du Comité électoral national ont été nommés.

Le vice-président de l'Assemblée nationale Son Soubert, et plusieurs des derniers exilés volontaires, reviennent au Cambodge.

La Thaïlande, membre de la «troïka» représentant l'ASEAN, propose ses bons offices pour obtenir un cessez-le-feu à O' Smach et réconcilier Hun Sen et Ranariddh.

Une grève à l'entreprise de Confection Sin Lan Ho a pris fin après 11 jours, avec un succès justifié des ouvrières.

Des efforts importants sont entrepris par la municipalité de Phnom Penh pour améliorer la ville ...

Mais ces dossiers ne sont pas bouclés, tant s'en faut.

La composition du Comité électoral, comme prévu, est très contestée.

Le cessez-le-feu à O' Smach, malgré les efforts de Sam Rainsy, ne sont à portée de la main.

La Confection est sous la menace d'une suppression des avantages de s MFN et du GSP.

Et des dossiers très délicats comme le procès de Ranariddh et les enquêtes sur les droits de l'Homme demeurent explosifs.

A la détermination et à la force du Tigre, il serait bon d'ajouter cette année la sagacité de l'Eléphant ... et la douceur de la Colombe .
C.N.

Sam Rainsy, Hun Sen, et le cessez-le feu à O' Smach *un entretien avec Om lentieng Conseiller du second Premier Ministre*

Le cessez-le-feu à O' Smach entre les troupes gouvernementales et les partisans du prince Ranariddh, qui semblait imminent, s'éloigne à nouveau.

Sam Rainsy, le président du PNK, intermédiaire de bonne volonté, pensait être sur le point de réussir une «paix des braves» après l'accord de principe de Ranariddh et sa rencontre avec Hun Sen à Takhmau le 16 janvier (CN 84). Les conditions d'un cessez-le-feu immédiat avaient été mises au point, il les avait transmises à Ranariddh, il avait été à O' Smach les expliquer aux combattants.

Aujourd'hui il est désavoué par les deux côtés.

Entre Sam Rainsy et Hun Sen, les relations se sont quelque peu dégradées depuis leur fameuse poignée de mains du 8 décembre et l'entrevue du 16 janvier. On se reproche -courtoisement jusqu'ici- des propos déformés, des promesses non tenues ... Le rapprochement n'aura-t'il été qu'une recherche d'«image» ?

Om lentieng : Sam Rainsy «fait du pain sans farine»

Le conseiller de Hun Sen Om lentieng nous dit, ce 30 janvier, que Sam Rainsy «a abusé des paroles de Hun Sen», qu'il les a «déformées, fragmentées, exploitées», que lui-même est «déçu d'avoir arrangé la rencontre entre Sam Rainsy et Hun Sen» et que «Hun Sen est déçu aussi, sans le dire».

Om lentieng estime que Sam Rainsy a utilisé les noms de Hun Sen et de Ranariddh pour se donner une nouvelle image, celle d'un bonze (en oubliant de se

raser la tête), mais que sous ce maquillage il reste le même, comme il l'a dit à Rasmei Kampuchea (24 1).

Qu'il s'est nommé lui-même messenger du second Premier ministre, intermédiaire entre Hun Sen et Ranariddh. Qu'il fait, selon l'expression khmère, «du pain sans farine».

Alors que dans sa «Note à la haute attention de Samdech Krom Preah Norodom Ranariddh» du 16 janvier (dont CN a la copie), Sam Rainsy indique clairement que «le deuxième Premier ministre Hun Sen» l'a «chargé de transmettre» à Ranariddh «et aux forces armées qui lui sont fidèles un cessez-le-feu dont les modalités sont les suivantes (...)».

Om lentieng ajoute que Sam Rainsy a fait des promesses qu'il ne tient pas, par exemple de ne plus critiquer publiquement le second Premier ministre, d'avoir une attitude constructive (CN 84), de prévenir plusieurs jours avant des manifestations ou des actions syndicales.

cessez-le-feu bientôt conclu à Bangkok ?

Concernant Ranariddh, Om lentieng note que, selon Sam Rainsy (fax du 28 janvier), le prince s'est déclaré tout à fait d'accord, le 23 janvier, pour un cessez-le-feu à O' Smach aux conditions convenues : cesser le combat, indiquer aux forces de Hun Sen les positions militaires, les effectifs et les armes, moyennant quoi les forces de Ranariddh pourront conserver leurs armes et le contrôle de leurs zones.

Ce qui permettrait à Sam Rainsy d'annoncer dans le même fax : «Un cessez-le-feu pourrait être annoncé pendant la visite de

Hun Sen en Thaïlande (...). M. Hun Sen viendra très probablement avec la confirmation et le renouvellement de sa dernière proposition d'un cessez-le-feu. Le prince Ranariddh (...) confirmera très probablement son acceptation des termes mentionnés ci-dessus, sans avoir à rencontrer M. Hun Sen (...). Avec l'assistance appropriée du gouvernement royal de la Thaïlande, un accord de cessez-le-feu pourrait être effectivement conclu».

de Ranariddh

on attend du concret

«Mais nous n'avons rien vu de la part de Ranariddh, observe Om lentieng. Il n'a pas annulé les ordres de combattre. Au contraire, il a appelé à un soulèvement général dans tout le pays. Il n'a pas annulé la nomination de Nhieik Bun Chhay comme son chef d'état-major (un point qui à lui seul peut le faire déférer devant les tribunaux, puisque le Roi seul peut faire une telle nomination sur proposition des deux Premiers ministres).

«Il ne nous a pas signalé ses soldats, qui sont des soldats gouvernementaux détournés de leur devoir, et auxquels nous avons promis qu'ils retrouveraient leurs grades, leur solde, et un rappel de solde depuis juillet. A l'exception de Nhieik Bun Chhay qui doit être témoin devant le tribunal. A O' Smach, il y a complicité avec les khmers rouges, qui sont hors-la-loi.

«Bref nous ne voyons aucune mesure concrète du côté de Ranariddh, alors que nous-mêmes avons donné l'ordre à notre division de se préparer à accueillir les soldats de l'autre

(Suite page 2)

A l'intérieur

entretien Om lentieng pp. 1 - 2

conjoncture pp. 3 - 4

Sin Niny : Bassin du Mékong pp. 4 - 5

investissements : les chiffres ? pp. 6 - 7

médias p. 8

Om lentieng

(Suite de la page 1)

côté. Tous les jours nous faisons des appels à la paix.

«Ranariddh a même désavoué Sam Rainsy, il a dit qu'il n'avait plus besoin de lui.

«Il n'y a aucun conflit personnel entre Hun Sen et Ranariddh», rappelle Om lentieng, seulement un conflit Ranariddh / tribunal. Il peut rentrer à tout moment».

parler avec Ranariddh plutôt par l'intermédiaire du Roi

«Si nous voulons discuter avec Ranariddh, nous le faisons mieux par l'intermédiaire du Roi. Sam Rainsy ne nous y aide pas du tout», dit Om lentieng. «Il essaie maintenant de toutes les façons de «polluer» la visite que Hun Sen doit faire en Thaïlande»

nous restons fidèles, patients, et courtois

«Cependant, Hun Sen conserve sa fidélité à Sam Rainsy, il le respecte en tant que chef d'une formation politique représentant une minorité d'habitants. Quand Sam Rainsy dit qu'il souhaite que le procès de Ranariddh ait lieu le plus tôt possible, nous sommes tout à fait d'accord. Nous ne coupons pas les relations avec Sam Rainsy, nous demeurons patients. Je lui conseille pour ma part de préparer les élections au Cambodge, plutôt que par des voyages».

coalition PNK-PPC ? Sam Rainsy cherche à faire des coups

Concernant des pourparlers qui auraient lieu entre Hun Sen et Sam Rainsy en vue d'une coalition qui gouvernerait après les élections, selon une sugges-

tion que Hun Sen aurait faite à Sam Rainsy (Phnom Penh Post du 30 janvier), Om lentieng, en soulignant la courtoisie volontaire de son commentaire, rappelle que le PPC n'a jamais refusé une coalition avec d'autres partis. Que c'est une position constante du PPC que d'être ouvert à tous les partis, sans faire de distinction entre les «petits» et les «grands». Il n'existe qu'une exclusive, les khmers rouges.

«En réalité, Sam Rainsy le sait très bien. Mais il cherche à «faire des coups», estime Om lentieng. «S'il veut proposer une coalition au PPC, nous en sommes très heureux. Surtout avant les élections, cela nous permet de voir qui sont nos vrais amis».

un échec de Sam

Rainsy ? Pas si sûr ...

Si les efforts de médiation de Sam Rainsy échouaient finalement, aurait-il beaucoup perdu dans l'opération ? Ce n'est pas sûr. Il resterait dans l'opinion un homme de paix et de bonne volonté, c'est un point fort dans la «guerre des images». Si la victoire va au plus pacifique, Hun Sen n'est pas sûr de gagner ... Sam Rainsy est devenu d'autre part le défenseur des droits des travailleurs contre les abus de certains patrons étrangers. Comme le fait observer Saumura Tioulong : «toutes ces filles qui retournent au village en vantant les hauts faits de Sam Rainsy, qui a obtenu que les heures supplémentaires soient payées, que les petits chefs se conduisent mieux, qu'il y ait des jours de congés, que le salaire soit au minimum 40 \$ par mois, ce sont d'excellentes propagandistes, tout le village va voter Sam Rainsy ... !

LA CONJONCTURE vue par ...

Van Su leng

président des industries de la Confection (GMAC)

conserver ce qui existe !

Les crises monétaires dans les pays du sud-est asiatique vont avoir des effets indirects : elles vont stopper les investissements au Cambodge, estime Il ne faut évidemment plus compter sur les investissements de la Thaïlande, de la Corée du Sud, de la Malaisie, de l'Indonésie, ces pays ont assez à faire avec leurs propres activités à sauvegarder. Mais même pour les pays que la crise a épargnés, comme Taïwan ou Hoïng Kong, le Cambodge est devenu un pays très cher par rapport aux pays voisins, ce n'est pas là que l'on va investir.

Quant à l'absence de quotas, qui serait selon certains un avantage décisif en faveur du Cambodge, il est très menacé, on peut même prévoir qu'il va disparaître. «Les Etats-Unis se préparent à imposer des quotas aux produits cambodgiens, je le sais, je reviens des Etats-Unis». Il n'y a pas de raison précise à cette réduction des quotas, ce n'est pas une question de fraudes, ou de certificats d'origine, ou de droits de l'Homme. Simplement le Cambodge ne fait pas partie de l'Organisation Mondiale du Commerce et n'a donc aucune autorité, aucun moyen de se défendre.

Le mieux que le CDC puisse faire maintenant, ce n'est pas d'essayer d'attirer de nouveaux investisseurs, c'est inutile, mais par tous les moyens de conserver ceux qui sont là.

Car on peut craindre que ceux qui ont investi au Cambodge non seulement n'abandonnent leurs

projets d'extension et d'embauches en attendant la fin de la crise (un an, deux ans ?), mais ne diminuent leur activité, et en conséquence licencient.

Il est tout à fait illusoire de penser à des activités de substitution commencent l'électronique, le montage de véhicules, etc ... Le Cambodge n'a pas encore le personnel pour cela.

conditions de travail

Il est vrai qu'il existe des directeurs d'usine qui n'appliquent pas encore les règlements de la loi sur le Travail. Mais c'est une minorité, il faut voir les progrès accomplis, et ne pas casser ce qui existe. Notre Association donne un Code du Travail aux entreprises qui s'installent, mais il y a un problème de compréhension, le Code est en khmer et en français, les investisseurs sont souvent Taïwanais, Coréens, ils ne le comprennent pas.

fiscalité : pour une TVA

Nous ne refusons pas de payer tout impôt. Nous acceptons évidemment de payer un impôt sur les salaires et un impôt sur les bénéfices. Mais ce que l'on appelle ici un impôt sur les bénéfices est en réalité une taxe sur le chiffre d'affaires, puisque cette avance mensuelle reste acquise à l'Etat même s'il n'y a pas de bénéfice. Et elle est calculée sur le prix FOB des marchandises. C'est là qu'il y a tromperie.

Ce que nous demandons, c'est une taxe sur la valeur ajoutée, comme dans tout autre pays à système fiscal évolué.

Cambodge Nouveau est entièrement réalisé au Cambodge

A PROPOS ...

élection du Comité électoral

Les 11 membres du Comité électoral national (CNE) ont été élus par l'Assemblée nationale le 26 janvier : 70 voix pour, 15 contre, 3 abstentions.

Ce Comité n'est pas neutre, ses membres sont en quasi-totalité favorables à Hun Sen, comme il était possible de le prévoir (interview Say Bory, CN 83), puisque le conseil des ministres a choisi

le candidat de la fraction leng Mouly (et non celui de la faction Son Sann) pour représenter le PLDB, et Chea Chamrath, co-ministre de la Défense (et non le représentant de la fraction Ranariddh) pour représenter le Funcinpec. Les deux représentants du peuple ont été désignés par le ministère de l'Intérieur. Thach Reng, député PLDB/Son Sann (CN 83), a nettement témoigné son désaccord. La composition du Comité électo-

ral reflète la tendance politique générale : effacer autant que possible les oppositions, favoriser une coalition où le PPC jouerait un rôle central.

congrès du PCK

Il aura lieu le 7 février, annonce son président Nguon Soeur, qui prévoit que d'importantes personnalités se joindront à lui. «Finalement, il n'y aura que trois partis importants dans la compétition : ceux de Hun Sen, de

Sam Rainsy et le mien», estime le président du Parti du Citoyen Khmer : «Ranariddh n'est plus dans la course, et du côté du Funcinpec les diverses fractions ne coopèrent pas entre elles».

Ranariddh aurait un rôle à jouer, mais il lui faudrait d'abord un bon avocat. «Pourquoi pas Me Vergès, puisque le prince dispose de moyens importants ?»

députés absents

Concernant l'absence de nom-

1er - 16 février 1998

La conjoncture vue par...

Lim Sopheap
sous-Secrétaire d'Etat

Une TVA en 1999

M. Van Su leng a raison sur le principe, nous dit le sous-Secrétaire d'Etat au Commerce M. Lim Sopheap, après un entretien avec M. Van Su leng, le calcul de cet impôt est injuste. Mais la création d'une TVA au Cambodge, depuis longtemps prévue par les Finances, a été remise à janvier 1999. D'autre part, le moment n'est pas favorable à une réduction des rentrées fiscales...

Concernant les MNF, nous attendons l'arrivée prochaine d'une délégation américaine, mais je ne suis pas aussi alarmiste, je ne crois pas que les avantages de la MFN accordés au Cambodge par les Etats-Unis soient menacés.

Pourtant, il est urgent de «faire le ménage» dans les industries de la Confection qui n'appliquent pas encore la loi sur le Travail, de façon à ne pas donner de prétextes aux autorités américaines de suspendre ces avantages. Il ne faut pas que tout le monde souffre par la faute de quelques-uns. Cela dépend de l'Association de M. Van Su leng.

L'aéroport, dont le concession-

Maxime Lepage
conseiller Aviation civile

naire pour 25 ans est SCA (Société Concessionnaire de l'Aéroport) a été très rapidement remis en état après les pillages et les destructions de juillet. Et beaucoup d'efforts ont été faits depuis pour que Pochentong atteigne le niveau international.

Pour la navigation aérienne, le balisage lumineux a été remis en place, les atterrissages de nuit, déjà possibles (les compagnies

et les pilotes en décident), vont être officiellement autorisés. Le seuil de piste 05 a été refait. Un ILS (atterrissage aux instruments) va être installé. Pochentong peut déjà recevoir les moyens courriers, comme les 767 (200 à 260 passagers) venant de Sydney, Hong Kong, Macao, Taïwan, ... Bientôt Pochentong sera officiellement reconnu aéroport international pour les moyens-courriers comme il l'est pour les court-courriers.

Pour les passagers : on a bien séparé les circuits entre l'international et le domestique; les Douanes, la Police, le service des Visas, la Sûreté (rayons X), les Bagages, ... tout le monde a fait un effort pour accroître l'efficacité. On refait les toilettes, la climatisation, les panneaux publicitaires, la signalisation et l'information par panneaux, on installe la télévision dans la salle d'attente, ... Il y a des boutiques, des restaurants, un bureau de poste, 2 banques, un comptoir de réservation pour deux hôtels de luxe, ... On réfléchit à une consigne à bagages, à des locations de voitures, etc ...

Les responsables sont bien conscients qu'un aéroport, c'est la première image qui frappe le visiteur, et c'est aussi la dernière qu'il garde.

Mais ce qui manque pour se lancer davantage, ce sont les passagers. On en avait prévu 1 à 1,2 millions en 1997; le chiffre est de 600 ou 700 000. Les recettes, qui viennent des taxes d'atterrissage et de parking des avions, des taxes d'aéroport payées par les passagers, et des

divers services et boutiques, sont évidemment bien moindres que prévu. C'est d'ailleurs pourquoi les taxes sont un peu

plus élevées qu'ailleurs.

La liaison Bangkok - Siem Reap par Bangkok Airways pour l'instant ne nuit pas à Pochentong. L'aéroport de Siem Reap ne peut recevoir que des ATR 72, il n'est ouvert que pendant une fraction de la journée, il n'a pas de contrôle des bagages par rayons X, et cette liaison n'est encore que provisoire, à titre de test.

Actuellement Pochentong reçoit une dizaine de compagnies d'aviation, parmi lesquelles Royal Air Cambodge, Thai, Kampuchea Airlines, Bangkok Airlines, Vietnam Airlines, Silk Air, Russian Airlines, Lao Aviation, quelques charters, ... Il est question de nouvelles compagnies : Apsara Airlines, association entre Vietnam, Laos et Cambodge; Eva Airlines (projet taïwanais) et President Airlines (projet de M. Teng Boon Ma). Ces divers projets contribueraient évidemment au développement du trafic.

Le développement dépend des efforts du ministère du Tourisme, mais aussi, dans une très large mesure des tour opérateurs et des médias, qui devraient donner une meilleure image du Cambodge.

banques : meilleur

Pung Kheav Se
directeur de la Canada Bank

La situation s'améliore: il y a davantage de déposants, notamment des Chinois de Chine populaire, parce que le ministère chinois du Commerce extérieur accorde un crédit de 150 millions de yuans (18 millions de dollars) pour favoriser les investissements dans le secteur rural au Cambodge (sur ce prêt chinois CN 85 et 86).

Il y a aussi davantage de dépo-

sants individuels locaux.

resserrement du crédit

Moins bon en revanche : selon un projet du gouvernement, les banques devront mettre en dépôt à la Banque nationale 10 %, au lieu de 5 %, de leur capital; et 8 %, au lieu de 5 %, de leurs réserves en dépôts. Ce sont 12 à 15 millions de dollars qui seront ainsi retirés de nos possibilités de crédits aux entreprises. L'Association des banques a demandé au gouvernement de retarder cette mesure. Trop de réglemens, à la façon occidentale, cela provoque parfois plus d'inconvénients que les difficultés économiques elles-mêmes.

En tous cas, un crédit assez serré, et peu d'argent en circulation puisqu'il n'y a pas de touristes, cela contribue à maintenir un taux d'inflation raisonnable.

Au total je suis optimiste, le Cambodge a connu dans le passé des temps beaucoup plus difficiles !

attention aux MFN, et au yuan

Deux points sont cependant à surveiller :

- il est très important que le Cambodge conserve les avantages de la MFN et du GSP. Grâce à l'absence de quotas, il reste très compétitif;

- le yuan chinois tient bien. S'il fallait le dévaluer, ce serait une catastrophe générale, la confiance s'écroulerait, parce que ce qui tient solidement dans la région, c'est l'élément chinois : la Chine, Taïwan, Hong Kong, Singapour...

Cambodge Nouveau
ne le copiez pas !
Citez-le !

A PROPOS ...

breux députés à l'Assemblée, ce qui retarde considérablement le travail législatif, Nguon Soeur serait partisan de faire connaître publiquement le nom des absents et de recourir à des sanctions, comme de retenir une partie de leur salaire.

Chau Sokhon

«Ce Chau Sokhon (directeur adjoint de la police militaire de

Sihanoukville, arrêté pour trafic de drogue en décembre puis libéré le 26 par 3 juges de la Cour d'Appel parce que les preuves auraient été insuffisantes, extrait par la police d'un véhicule de l'UNHCR le 3 janvier alors qu'il allait prendre l'avion, et réincarcéré parce qu'il avait été «libéré par erreur, ayant encore à répondre d'autres accusations») est connu depuis longtemps comme un trafiquant», nous dit

Nguon Soeur, président du PCK, ancien directeur adjoint de la Police chargé de l'antidrogue. «Ce n'est pas une affaire politique mais de dollars. Le général Nhieq Bun Chhay s'est rapproché de ces milieux, contrairement à son caractère, parce qu'il a besoin d'argent pour la résistance d'O' Smach. Il a d'ailleurs aussi le «Mondial 2» (ou Horseshoe), établissement de jeux et de prostitution».

«A mon avis le ministre de la

Justice Chem Snguon a bien fait d'intervenir pour réincarcérer Chau Sokhon et suspendre les 3 juges. Cette affaire illustre la corruption de beaucoup de juges».

24 heures de Daytona

Le Cambodge y sera représenté par Philippe Lenain, directeur d'Indochine Insurance Union, pilotant une Porsche Turbo GT2.

(Suite page 4)

BASSIN DU MEKONG

Depuis qu'elle a été créée en avril 1995 pour succéder au Comité du Mékong, la **Commission du Mékong** a reçu des pays donateurs une assistance de plus en plus réduite (voir chiffres CN 85).

pourquoi pas plus vite ?

On peut discerner plusieurs raisons :

- il y aurait moins d'argent chez les pays donateurs;
- leur confiance dans la capacité des quatre pays membres à s'organiser diminuerait; on peut rappeler que 8 % des versements sont retenus par la Commission pour son fonctionnement;

- mais jouent aussi certaines dissensions parmi les donateurs : les Européens auraient voulu que ce soit un Européen qui dirige le Secrétariat, seule instance permanente, car ce directeur a un grand pouvoir dans le suivi des affaires courantes. C'est un Japonais qui a été élu, M. Matoba. Son mandat de 3 ans prend fin en septembre prochain, mais il peut être élu pour un second mandat ... Les Européens retiendraient une partie de leur aide pour cette raison.

- il y a une multiplicité d'organismes qui veulent développer le Bassin du Mékong (CN 85), ce qui gêne les pays donateurs : la *Greater Mekong Subregion* (GMS), l'*Asean Mekong Development Cooperation Forum*, etc... Il faudrait évidemment un organisme de coordination, tous les pays riverains en sont conscients. Mais il y a aussi de leur faute : ils envoient des représentants dans tous ces organismes, et contribuent ainsi à leur donner de la substance, alors que seule la *Commission du Mékong* a une existence officielle. Les autres organismes travaillent «au coup par coup».

La *Greater Mekong Subregion*, qui compte, en plus des quatre

La Commission du Mékong, qui groupe Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam, progresse à faible allure. C'est que le carburant financier s'amenuise. C'est aussi que la Commission a des concurrents. Pour accroître son autorité, elle devrait s'élargir au Yunnan et au Myanmar.

Après les commentaires de M. Khy Taing Lim, vice-Président du Comité national et membre du Comité Joint (CN 85), voici ceux de M. Sin Niny, Secrétaire général du Comité national du Mékong.

membres de la Commission, le Yunnan et le Myanmar, est devenue assez forte parce qu'elle est soutenue par la Banque Asiatique de Développement.

intégrer le Yunnan et le Myanmar

Pour neutraliser cette concurrence la Commission cherche logiquement à accueillir comme membres à part entière la province chinoise du Yunnan et le Myanmar, eux aussi pays riverains du Mékong, mais qui ne sont encore qu'«observateurs» au sein de la Commission. Ainsi la GMS n'aurait plus de raison d'être, et tout deviendrait plus simple.

La Commission a envoyé à Pékin et Rangoon une correspondance dans ce sens. La réaction est favorable, mais attendue. Ce qui coïncide ? C'est l'ADB, ou du moins, au sein de l'ADB, l'«inventeur» japonais de la GMS, qui n'entend pas lâcher son projet.

C'est aussi le cas pour le Forum, là c'est son créateur malaisien qui tient à poursuivre son idée.

Pour sortir de cette situation il faut renforcer la Commission dans les domaines des moyens humains, matériels, législatif, mais aussi, insistent les pays donateurs, il faut qu'elle ait une

«vision» plus précise de l'avenir.

la Thaïlande n'est plus moteur

La formulation d'un plan de développement du bassin, entreprise depuis 2 ans, ne peut pas aller plus vite. La Thaïlande y est pour quelque chose : elle refuse que soient utilisés les documents du Comité précédent : «*que l'on enterre ces documents et qu'on ne les exhume jamais !*». La raison se devine facilement : dans le système précédent, le principe d'utilisation des eaux était qu'un pays ne pouvait «se servir» qu'avec l'accord des autres pays, qui avaient donc un droit de véto.

Ce système, qui obligeait la Thaïlande, de très loin le pays le plus développé, à demander la permission à ses trois partenaires même pour de petits projets, elle ne l'accepte plus. Ce qu'elle a obtenu, c'est l'article 5 de l'accord d'avril 1995 : une simple «information» des partenaires suffit. Encore ne sait-on pas exactement ce qu'il faut entendre par «information» : un simple courrier ?

le national et le régional

En tous cas, l'objectif commun doit être non de se chamailler

mais de coopérer régionalement.

La tendance est de réduire les projets d'intérêt national pour se concentrer sur les grands projets régionaux, d'intérêt commun.

Le Cambodge, on peut le remarquer, n'a pas eu de chance : absent du «Comité intérimaire» après 1975, il n'a pas bénéficié du financement de projets nationaux, alors que par exemple le Laos a pu construire le barrage de Nam Ngum, très bénéfique puisqu'il permet de vendre de l'électricité à la Thaïlande.

Au Cambodge, les études du barrage de Prek Thnot, commencées en 1969, étaient interrompues en 1973. De sorte que depuis 1957 jusqu'à aujourd'hui, aucun projet national n'a été réalisé au Cambodge; des études seulement

Et maintenant, on décide de diminuer les projets nationaux : pour le Cambodge, en 1997, la Commission en avait accepté 14. Pour 1998, il y en a 8. Pour 1999, probablement moins.

les projets nationaux

Il existe trois projets nationaux particulièrement importants :

- **le barrage de Prek Thnot** : il permettrait d'irriguer environ 34 000 ha, de contrôler les crues dans le bassin inférieur de la rivière et pourrait fournir 18 MW à l'agglomération de Phnom Penh. L'investissement total atteint 300 millions de dollars. Pour le rendre plus attractif, plus aisément finançable, on l'a divisé en trois phases.

- **étude de Chaktomuk**, les Quatre Bras : ce site unique est sujet à des phénomènes complexes. Il y a un glissement général de la presque île vers l'aval, apparition d'une île, risque d'ensablement compromettant la navigation, peut-être de comblement de l'embouchure du Bassac, la route n° 1 est menacée. Il faut réaliser une étude approfondie, peut-être créer un mo-

A PROPOS ...

recensement

25 000 enquêteurs et 8000 contrôleurs vont réaliser du 3 au 12 mars le premier recensement depuis 1962. Environ 2 millions de foyers seront visités. Les zones inatteignables pour raisons de sécurité ne représentent que de 1 à 3 % de la population.

Les habitants auront à répondre à des questions portant sur l'

âge, le sexe, la langue maternelle, le lieu de naissance, l'activité, le niveau d'instruction des membres de la famille, le nombre des enfants nés et survivants, et sur les conditions matérielles : eau, électricité, toilettes, moyen de cuisson, etc ... Il ne s'agira pas de déterminer qui est Cambodgien et qui ne l'est pas.

Ce recensement est organisé par l'Institut National de la Statistique, qui dépend du minis-

tère du Plan. Le Fonds des Nations Unies pour la Population intervient pour 4,3 millions de dollars, l'UNDP pour 700 000 \$, l'UNESCO réalise la campagne de publicité. Les études précédant 1975 estimaient la population supérieure à 7 millions. Une étude réalisée en 1980 l'estimait à 6,59 millions (ce qui traduit l'impressionnant déclin dû à la période khmère rouge). L'étude démographique de mars 1996 portant

sur 20 000 foyers vançait le chiffre de 10,7 millions d'habitants (CN 64).

couper et scinder

«Pour que les investissements nécessaires ne soient pas trop lourds, on envisage de couper les très grandes plantations» (CN 86 p 8) : nos lecteurs auront bien compris qu'il ne s'agit pas ici de couper les arbres, mais de scinder les très grandes plantations en lots de 2 à 4000 ha.

dèle. Coût : 580 000 \$.

- **protéger la berge de Norea**, rive gauche du Bassac, qui entamée par le courant, recule de 15 à 25 mètres par an et où des milliers de maisons sont détruites, des milliers de familles perdant leurs biens sont obligées de déménager. Il faut construire environ 2,5 km de protection de berges. Coût : 4,9 millions de dollars, durée des travaux : 2 ans.

Aucun de ces 3 projets n'est encore financé.

(A noter : on ne parle plus du barrage de Kirirom, l'un des plus crédibles, des plus rentables et des plus avancés parmi les grands projets d'infrastructure. Il ne relève d'ailleurs pas du bassin du Mékong. L'Autriche avait décidé de financer sa reconstruction, pour 11 millions de dollars, et la Suède de financer pour un montant à peu près équivalent les lignes de transmission. Mais après avoir reconstruit la route du barrage à l'agglomération de Kirirom, l'Autriche a abandonné le projet, officiellement pour se consacrer au bassin du Mékong, puisqu'elle fait partie des donateurs de la Commission, en réalité à cause de l'affaire des otages, pour des raisons de sécurité. La Suède a donc abandonné aussi).

les projets régionaux

Il s'agit d'abord de projets vitaux pour l'ensemble du Bassin, ils concernent également tous les participants :

- **plan de développement du bassin;**

- **règlement pour la qualité des eaux;** (France et Suède ?)
- **règlement pour la quantité des eaux.** (financem. Japon ?)
La recherche du financement est en cours.

le projet Sambor

Cet énorme projet consiste à barrer le Mékong à 17 km en amont de Kratié. Étudié dès

- réévaluer les différents aspects, notamment les effets de l'ouvrage sur l'environnement naturel et humain; les conditions techniques de sa réalisation; sa viabilité économique et financière;

- renforcer les capacités des techniciens cambodgiens en matière de planification.

Le barrage de Sambor devien-

étudier la migration des poissons, organiser le partage des eaux, veiller à leur qualité, protéger le Tonlé Sap, sauver les Quatre Bras, réhabiliter les bacs, évaluer la déforestation, construire des barrages, ... développer le bassin du Mékong est un entreprise immense ... et complexe !

1969 par l'Overseas Technical Cooperation Agency japonaise qui proposait une centrale produisant 800 MW, il a été réétudié en 1994 par le Comité du Mékong, qui a fait apparaître deux hypothèses nouvelles :

- augmentation de la capacité à 3 300 MW, pour tenir compte des futurs besoins en énergie électrique de la Thaïlande et du Vietnam;

- diminution de la capacité à un peu plus de 480 MW pour tenir compte des effets sur l'environnement : forêts détruites, villages à déplacer, ...

Le projet actuellement proposé au financement des pays donateurs a pour objectifs de :

drait une source d'énergie électrique majeure pour toute la région, non seulement Phnom Penh et ses environs, situés à 190 km au sud, mais l'agglomération d'Ho Chi Minh Ville qui n'est pas beaucoup plus distante, et la Thaïlande, grosse consommatrice.

Pour le Cambodge, ce barrage aurait un double avantage : il serait une source de revenus par la vente d'électricité aux pays voisins, et il permettrait de se passer des importations de produits pétroliers qui alimentent les centrales et les générateurs.

«Il est vrai que ce projet est gigantesque à l'échelle du Cambodge, reconnaît M. Sin Niny. Il se chiffre en milliards de dollars. Mais il faut réfléchir à l'échelle régionale, et penser au développement de la région. D'autre part, si on ne le fait pas, il y a un gros risque que le Laos ou le Vietnam construisent des ouvrages de leur côté. Déjà il existe des négociations entre le Vietnam et la Thaïlande pour construire une ligne à haute tension entre le sud Vietnam et la Thaïlande, traversant le Cambodge. Au lieu d'être producteurs et vendeurs, nous serions alors acheteurs d'électricité en nous branchant sur cette ligne.»

Il faut reconnaître pourtant que la tendance générale dans le monde n'est pas très favorable à ces très grands ouvrages, à cause des dégâts éventuels pour l'environnement. On favo-

rise plutôt les petits ouvrages mieux maîtrisables. *«Au Cambodge, certains sont contre le projet de Sambor. Mais ceux qui connaissent bien la question sont pour.»*

bacs, poissons, Tonlé Sap ...
D'autres projets sont en cours de réalisation :

- **les bacs** : deux nouveaux bacs sont maintenant en service pour traverser le Mékong à Neak Luong, d'autres seront construits ou réhabilités. Le projet, financé par le Danemark (28 millions de dollars sur 5 ans) comporte aussi l'atelier de construction et la formation, de sorte que ces ferries sont construits au Cambodge par ces Cambodgiens.

- **pêche en eau douce** : toujours financées par le Danemark : étude de cette ressource très importante pour le Cambodge; à partir de la mi-98 : construction d'un Institut de recherches sur les produits halieutiques; étude des migrations de poissons depuis le Laos (depuis la Chine lorsqu'elle fera partie de la Commission); extension de la pisciculture et vulgarisation.

- **ressources humaines** : c'est un projet d'importance régionale. Tous les pays, sauf la Thaïlande, ont besoin de formation.

- **développement intégré du Tonlé Sap**. Les études seront terminées en juillet 1998. On pourra alors identifier les différents projets à mettre au point : agriculture, pêche, forêts, tourisme, navigation, ...

Il s'agit là aussi d'un sujet d'importance régionale, car le Grand Lac peut recevoir 20 % des crues du Mékong. S'il était comblé, cela changerait complètement le fleuve, et concernerait directement non seulement le Cambodge mais le Vietnam en aval. Attention à un désastre possible !

Là aussi, trop d'organismes entendent traiter la question : l'UNESCO cherche à classer le Tonlé Sap au nombre des «réserves de la biosphère». Le ministre Vann Molyvann, chargé de l'Aménagement du Territoire, a rangé le Tonlé Sap sous l'autorité d'APSARA : on n'y touche pas ! *«Mais M. Khy Taing Lim et moi sommes bien d'accord pour que le projet Tonlé Sap reste du ressort de la Commission du Mékong. Il en est d'ailleurs le directeur au niveau national.»*

le programme de la Commission du Mékong pour 1998

Le programme pour 1998, un volume d'une centaine de pages, compte 80 projets «bancables» proposés aux pays donateurs. Pour chaque projet sont indiqués la localisation, les objectifs, la description, la durée de réalisation, le coût, etc ...

Le coût total des 80 projets est de 190,7 millions de dollars, dont 21,4 millions fournis par les 4 Etats membres, et 169,2 millions attendus de financements extérieurs. Sur cette dernière somme, 78,3 ont été «garantis» par 17 pays et agences donateurs; restent 90,9 millions à trouver. Fin 1997, 10 mio seulement avaient été effectivement reçus.

25 projets, entièrement financés, sont effectivement en cours de réalisation. Parmi les plus importants :

- stratégie de développement pour la région du Tonlé Sap (France/PNUD); - agriculture irriguée (Pays-Bas); - couverture forestière du bassin du Mékong : interprétation d'images satellites, cartographie (Allemagne); - classification des lignes de partage des eaux (Suisse); - gestion durable des ressources dans le bas-Mékong (Allemagne); - migration des poissons (Danemark); - pisciculture (Danemark); - extension de l'aquaculture (Danemark); - bacs au Cambodge (Danemark); - étude de faisabilité de l'amélioration du canal d'entrée du Bassac (Belgique); - mise à jour de l'atlas hydrographique (Finlande); - aide au programme 1997-2001 (PNUD); - aide aux études et à la formation (Suède); - aide au programme de l'utilisation des eaux (Banque Mondiale); ...

INVESTISSEMENTS

attention aux chiffres !

Le CDC, Conseil de Développement du Cambodge, vient de publier des documents intéressants : une analyse des investissements 1994-1997; une analyse des investissements 1997; et un fascicule de textes importants : le sous-décret d'application de la loi sur les investissements, longuement attendu et adopté le 29 décembre 1997; ainsi que le texte de cette loi sur les investissements du 4 août 1994, et celui du sous-décret sur l'organisation et le fonctionnement du CDC (26 juin 1995).

agrémentés ... et investissements

Une fois encore il faut recevoir avec prudence les informations publiées par le CDC sous le titre «Investissements» et reprises telles quelles par certains journaux : ces chiffres ne reflètent pas les investissements réalisés au Cambodge pour trois raisons :

- le CDC ne recense que les investisseurs qui passent par ses services, c'est à dire ceux

qui demandent des avantages fiscaux en fonction de la loi sur les investissements. Mais il ne recense pas la multitude des petits investisseurs qui ne demandent pas à bénéficier de ces avantages, et s'inscrivent directement au ministère du Commerce, ou auprès d'autres ministères, sans passer par le CDC;

- il existe des contrats importants -concernant l'exploitation forestière par exemple- qui correspondent à un certain investissement, mais ne passent pas par le CDC; ils sont signés directement au niveau du Conseil des Ministres;

- enfin le CDC recense des projets d'investissements et reconnaît lui-même qu'«un grand nombre» (qu'il ne peut pas préciser) de projets agréés ne sont pas suivis de réalisation. De sorte que les répartitions de ces «investissements» par pays, par secteurs d'activité, leurs évolutions par années, trimestres, mois etc ..., si scrupuleuses soient-elles, ne peuvent pas être considérées comme des statistiques reflétant la réalité, comme *Cambodge Nouveau* l'a rappelé bien des fois.

Elles ne constituent que des indications de tendances, mais comme telles ont pourtant un intérêt évident.

Une illustration de la grande différence qui existe entre «agrémentés d'investissements» et «investissements réels» est fournie par le projet *Ariston* d'aménagement de la région de Sihanoukville. Avec 1,2 milliard de dollars, ce projet malaisien avait fait faire aux statistiques et aux graphiques des bonds spectaculaires. Sans parler des commentaires, raisonnements et conclusions induites. En réalité,

le projet est resté au point mort. Cet exemple est très loin d'être unique.

L' une des raisons de cette déperdition importante entre intentions d'investir et investissements réels est que le CDC ne joue pas encore vraiment son rôle de «guichet unique».

L' idée du guichet unique est excellente. En réalité, après ce guichet les investisseurs ont d'autres obstacles à franchir, auprès des ministères concernés qui tiennent à leurs prérogatives, avec des autorités locales, avec des problèmes, ou des délais, ou des paiements qu'ils n'avaient pas prévus, et qui les découragent.

«Il n'existe pas encore, nous dit le Secrétaire général du CDC Sok Chenda, de «suivi» qui permette de connaître précisément la réalité des investissements effectués, avec les montants investis, le nombre d'emplois créés et l'activité réelle».

les créations de sociétés

Un grand nombre d'investissements, parfois d'un montant très faible, parfois plus importants, ne passent pas par le

CDC (lorsque l'investisseur ne demande pas d'avantages fiscaux particuliers), mais donnent lieu à création de société.

Ces investissements-là sont évidemment importants, parce qu'ils sont créateurs d'emplois et d'activité.

La liste de toutes les sociétés créées, qu'elles aient été déclarées auprès du CDC ou de divers ministères, est tenue à jour au ministère du Commerce.

Leur nombre a évolué ainsi :

1992	298
1993	232
1994	668
1995	770
1996	1 381
1997	1 182

(3 semaines 1998 113)

total 1988 + 3 sem. 1998 :

4 757 sociétés créées

On voit que de 1993, année des élections, à 1997, leur nombre a plus que quintuplé. Il est vrai que l'on parlait de rien (1 en 1988; 2 en 1989; 25 en 1990; ...).

On voit aussi un fléchissement bien compréhensible en 1997.

On ne dispose pas encore de statistiques correspondant à l'évolution année après année du montant cumulé des investissements, à la répartition des sociétés nouvelles par secteurs d'activité et par pays d'origine, au nombre des emplois créés, ... Le programme informatique est en cours d'installation.

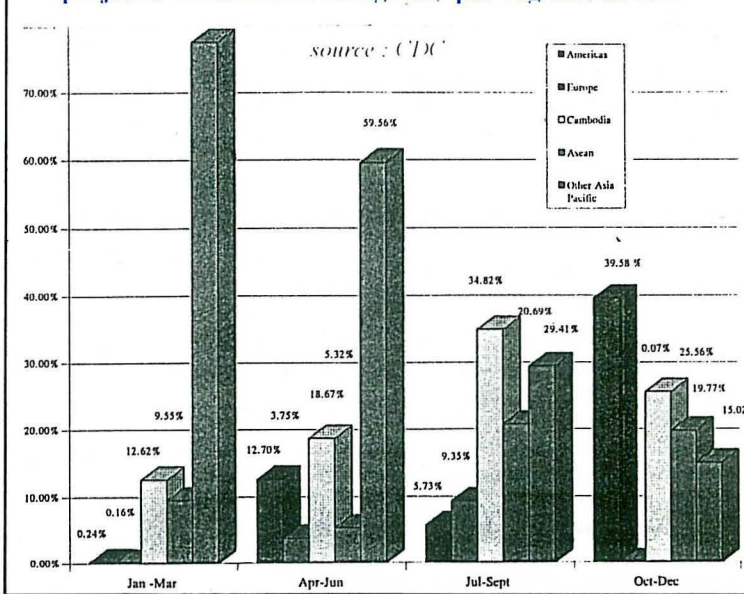
99 % de SARL

Un point remarquable : 99 % des nouvelles sociétés sont des SARL (comme cela a été le cas pendant des décennies). La très grande majorité des sociétés

beau fixe, selon le CDC

«La tendance actuelle ? Au beau fixe», nous dit le Secrétaire général du CDC Sok Chenda. «La crise subie par certains pays asiatiques n'a pas de conséquences sur les projets d'investissements au Cambodge, parce que les projets agréés par le CDC ont été préparés et décidés par les investisseurs il y a longtemps, souvent 18 mois ou 2 ans. «Pour éviter les effets négatifs de ces crises, nous restons actifs pour attirer les investisseurs au Cambodge : nos mesures incitatives sont fortes. D'autre part ce qui est mauvais pour d'autres pays peut nous être profitable ... «Pour les mesures incitatives, j'estime qu'elles doivent être spécifiques, particulières à chaque cas. En fait nos meilleurs propagandistes, ce sont les touristes; le bouche à oreille est la meilleure et la moins chère des propagandes. «Je ne suis pas partisan d'augmenter les taxes pour protéger les productions cambodgiennes mises en péril par des produits importés devenus moins chers. Il vaut mieux appliquer les règlements existants, et des remèdes spécifiques, cas par cas. «Pour freiner les importations, on peut aussi accentuer les contrôles de qualité ...».

projets d'investissements agréés, par régions, en 1997



Etes-vous assuré? Pas de problème appelez Indochine Insurance.



- Indochine Insurance offre :
- Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Automobile
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers



Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/268 050/428 513/982 474 Fax 428 338
Coopère avec : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Camnico) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR • Re • Sunnichen Scandinavia Group (SSGI) • Willis Faber Dumas

existantes au Cambodge sont des SARL. La formule correspond plus ou moins dans le système anglo-saxon à la *Private Limited Company*.

Une circulaire (n° 360) du 3 décembre 1997 précise les 9 formes possibles d'entreprises commerciales; les formalités d'enregistrement; les coûts : elle figure dans la brochure publiée par le CDC.

les agréments du CDC : pas encore la crise

Les investissements agréés par le CDC au cours de 1997 ont atteint un montant cumulé de

759, 291 millions de dollars

Par trimestre, l'évolution a été la suivante :

1er trimestre	303, 000
2ème	79, 187
3ème	186, 657
4ème	190, 446

Cette évolution ne reflète que très approximativement l'attitude des investisseurs vis à vis du Cambodge parce que d'une part les agréments de projets d'investissements correspondent à des décisions d'investir très antérieures.

D'autre part, un projet très important peut «gonfler» à lui seul les chiffres d'un trimestre (la cimenterie du Coréen Tong Yang par exemple, 200 mio de dollars, au début de 1997, CN 80).

Ce n'est qu'au cours de 1998 que l'on pourra voir un fléchissement éventuel des agréments provoquée par une baisse significative des intentions d'investir.

Un tel fléchissement pourrait venir (et on peut prévoir sans prendre de risques qu'il viendra) de deux causes :

- *la situation politique* du Cambodge jugée instable depuis les événements de juillet; beaucoup d'investisseurs actuellement dans l'expectative devraient se manifester après les élections, mais les agréments ne suivront qu'après un certain délai;

- *la crise financière* dans de nombreux pays qui jusqu'ici ont investi au Cambodge : Thaïlande, Corée du Sud, Malaisie, ... n'ont plus guère les moyens d'investir dans le pays devenu relativement cher qu'est le Cambodge;

- une troisième cause de fléchissement qui n'est heureusement qu'éventuelle : *la menace concernant les quotas*, que les Etats-Unis pourraient imposer; et la suppression des avantages de la MFN pour des raisons tenant aux conditions de travail par

exemple. Ces sanctions stopperaient les investissements dans la Confection de pays épargnés par la crise comme Taiwan et la Chine (Hong Kong), qui sont attirés au Cambodge d'abord par l'absence de quotas à l'entrée aux Etats-Unis.

Par rapport aux années précédentes, 1997 n'a pas marqué de fléchissement spectaculaire :

1994	594, 0	mio\$
1995	2 379, 4	
1996	803, 288	
1997	759, 291	

(La grosse pointe de 1995 correspond au projet non réalisé *Ariston*)

Il faut attendre 1998 pour voir l'effet conjugué des perturbations : juillet/crises financières/quotas.

projets par secteurs

Les chiffres cumulés pour les 4 années 1994-1997 donnent la répartition suivante, en millions de dollars :

- Industries	34 %
- Agriculture	5 %
- Tourisme	37 %
- Services	23, 10 %

• *Dans l'industrie*, trois activités se détachent : le Ciment (mais le projet Tong Yang n'est pour l'instant qu'un dossier); la transformation du Bois; et la Confection.

• *Pour l'Agriculture* il s'agit surtout de «plantations»;

• *Pour le Tourisme* le chiffre astronomique du secteur «Centres de tourisme» (à lui seul plus de 30 % des projets agréés) vient du projet avorté *Ariston*.

• *Pour les Services* la Construction vient largement en tête de tous les secteurs (sauf «Centres de tourisme») avec 13,6 % du total, suivie par les Infrastructures, les «Services», l'Education, etc ...

projets par régions

En 1997 la répartition par origine géographique des projets agréés a été la suivante :

Amériques	12, 77 %
Europe	2, 78
Cambodge	21, 95
ASEAN	14, 42
autres Asie/Pacifique	48, 08

Par pays :

Corée	24, 89 %
Etats-Unis	11, 29
Hong Kong	9, 52
Malaisie	8, 66
Hong Kong	9, 52
Chine	4, 76
...	

Mais ici encore, projets agréés ne signifie pas toujours investissements réels.

medias

à la massue

La suspension très provisoire de 6 journaux d'opposition déferés devant la justice par le ministère de l'Information, et réautorisés à paraître après quelques jours sur l'intervention du second Premier ministre, constitue un échange assez équilibré entre le gouvernement et la presse : à critiques très lourdes, parfois injurieuses, répondent des mesures également lourdes : suspensions, menace d'actions en justice. De chaque côté, on pratique la massue.

On souhaiterait que la presse d'opposition, dans son rôle très légitime de critique du gouvernement, au lieu de traiter le second Premier ministre de «marionnette des Vietnamiens» ou de «chien», trouve des thèmes mieux argumentés, fasse un peu d'investigation, dénonce par exemple un budget obscur, des finances évanouies, des contrats douteux, des procès bizarres, des exécutions inexplicables ... la matière est abondante. La presse d'opposition y gagnerait en intérêt, en crédibilité, et ferait progresser la démocratie. Mais il n'est pas certain qu'elle y gagnerait des lecteurs, ni l'argent nécessaire.

Cambodian Business

Ce nouveau mensuel publié «avec la coopération et l'assistance du ministère de l'Economie et des Finances», et de financement malaisien comme l'étaient le *Cambodia Times* et le *Cambodia Today*, vise à «servir de guide à ceux qui recherchent des opportunités d'investissements au Cambodge», et ont «une cible automatique de pas moins de 500 millions de consommateurs dans la région avoisinante».

Dans ce premier numéro : une interview de S.E. Keat Chhon,

ministre de l'Economie et des Finances; une défense de la politique forestière du gouvernement, une interview du directeur de la Société Concessionnaire de l'Aéroport, la reproduction d'un article déjà ancien de Aun Porn Moniroth sur l'AFTA et l'ASEAN, des indicateurs économiques, la reproduction (sans commentaires) d'un graphique paru dans le *Cambodia Daily* indiquant la répartition du budget 1998, avec les 173,29 millions de dollars non attribués, etc ...

Comme le font déjà le ministère du Tourisme, le CDC, le ministère de l'Information, ... le ministère des Finances s'efforce avec cette publication de redresser l'image du Cambodge.

Business News : outre le *Phnom Penh Post* et le *Cambodia Daily* existe aussi en anglais l'hebdomadaire *Business News* rappelle son éditeur Bala Chandran.

Washington Post

Tout le monde n'a pas la même version des événements des 5 et 6 juillet 1997. Ces différences d'interprétations, apparues dès les premiers commentaires des médias, s'opposent toujours aujourd'hui : les uns attribuent la responsabilité des événements à Ranariddh, les autres à Hun Sen.

Les commentaires des médias, qui reflètent parfois une opinion pré-établie, ont leur importance, parce qu'ils contribuent à former l'opinion de leurs pays respectifs, et bien souvent la politique des gouvernements.

A moins que ces commentateurs, à l'inverse, ne s'alignent sur la politique de leur gouvernement, ne cherchent à en illustrer le bien fondé.

En tous cas on comprend mieux l'attitude de défiance du gouvernement américain vis à vis du gouvernement cambodgien, et de Hun Sen en particulier, l'

insistance de Washington et de ceux qui le suivent pour ramener Ranariddh dans l'arène politique si l'on relit l'article qui envoyait Nate Thayer au *Washington Post* le 17 juillet.

La prise de position est nette : tout est de la faute de Hun Sen. Le prince Ranariddh avait réussi à négocier avec les khmers rouges d'Anlong Veng un accord qui mettait fin définitivement à 20 ans de conflit. La paix était enfin en vue, en fait elle était pour le lendemain 6 juillet, la cérémonie de signature était déjà organisée.

C'est cet édifice, selon Nate Thayer, que Hun Sen a fait échouer avec son coup d'état. «*Government documents obtained by The Washington Post, signed by both the government and khmer rouge negotiators, show that on July 4 the guerrillas finally had agreed to integrate their troops into the army and recognise the government*».

«*The agreement, principally between Ranariddh and the khmer rouge nominal leader Khieu Samphan, was the culmination of a score of secret meetings between khmer rouge leaders and government military negotiators*»

Nate Thayer relate divers épisodes de ces négociations : le meurtre, en février, de 10 des 15 premiers négociateurs envoyés à Anlong Veng ; la scission entre Pol Pot et ses fidèles, et les autres dont Ta Mok, en juin, et les luttes entre les deux factions; le rôle de Nhek Bun Chhay dans ces négociations; la fuite et l'arrestation de Pol Pot; ... Tout cependant finissait par s'arranger :

«*The khmer rouge prepared a draft statement agreeing to support the constitution, turn over their army and territory to formal central government command and recognize the role of the King Norodom Sihanouk as the sovereign of the nation.*

«*(...) On July 4 we flew back to Anlong Veng and we informed the khmer rouge to proceed because we got the final agreement from Prime minister Ranariddh, said one of the chief government negotiators. The surrender ceremony was to be held at the Preah Vihear temple site, with diplomats and journalists flown in (...)*

«*It never happened. Early on the morning of July 5, Hun Sen*

launched his coup d'état in Phnom Penh, targeting Nhek Bun Chhay and inflicting a total military and political defeat on Ranariddh's forces in the capital within 48 hours. The chances for a negotiated peace, only 24 hours away, was gone.

On voit bien comment l'interprétation de Nate Thayer -Ranariddh était sur le point de remporter un immense succès, lorsque Hun Sen a tout flanqué par terre est tordue par rapport aux faits : - Ranariddh, qui est présenté comme le bon, courageux et habile négociateur, est constamment confondu avec «le gouvernement du Cambodge», ce qui donne une entière légitimité à son action.

- Hun Sen, le mauvais, n'est pratiquement pas mentionné. On note qu'il est tenu à l'écart des négociations, il semble n'en avoir pas été informé, du moins par Ranariddh.

- Nulle part il n'est émis un doute sur le bien-fondé de ces négociations; il n'est jamais envisagé que les khmers rouges pourraient être meilleurs manœuvriers que Ranariddh et les siens, obtenir leur rentrée sur la scène politique en se servant de Ranariddh (dont ils auraient eu ensuite tôt fait de se débarrasser), et gagner grâce à lui une partie archi-perdue.

- La rentrée à Phnom Penh des responsables khmers rouges ainsi «blanchis», sans autre forme de procès, est présentée comme tout à fait naturelle, ce n'est que le mauvais Hun Sen qui l'a empêchée.

Nate Thayer a bien sûr le droit de donner son interprétation, mais non d'en faire une vérité établie. L'intérêt d'un procès de Ranariddh, c'est qu'il permettrait aux deux côtés, Hun Sen et Ranariddh, de produire leurs documents, leurs témoins, leurs explications.

far-west

«*Le Far-West à Phnom Penh*» titre le *Nouvel Observateur* (8 - 14 janvier), après une enquête au Cambodge. L'article évoque un épisode mouvementé de la tortueuse querelle autour du restaurant/casino *La Rotonde*, la drogue, la prostitution, la corruption, les casinos, «*l'atmosphère d'argent frelaté, de violence et de corruption qui flotte autour de la nouvelle nomenclature*».

Suit un rappel de la situation politique qui doit beaucoup à Raoul Jennar.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement

directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh
CAMBODGE NOUVEAU
tel 012 803 410
est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande